CONTRAT PACT 2020 2025

Programme d'Actions Concertées Territoriales

haute saône
LE DÉPARTEMENT



Communauté de communes du Pays de Luxeuil

Office du Tourisme - Ecclesia



Édito

Depuis 20 ans, le Département de la Haute-Saône développe une politique d'aménagement du territoire basée sur une contractualisation avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. Aujourd'hui, la collectivité départementale renforce encore ses partenariats avec les intercommunalités, en mettant en place une 4ème génération de contrats de territoire : les contrats PACT 2 (Programme d'Actions Concertées Territoriales).
Leur stratégie se décline majoritairement à travers des schémas départementaux dédiés à des politiques prioritaires. Ceux-ci permettront une couverture complète et équitable de notre territoire en services et équipements publics.
Ainsi, la collectivité départementale réaffirme son soutien aux territoires, grâce à une démarche partenariale toujours plus appuyée. C'est ainsi que nous continuerons à construire ensemble l'avenir de la Haute-Saône !

Yves KRATTINGER
Président du Conseil départemental de la Haute-Saône

A partir d'une **expérience de 20 années** tirée de 3 générations de contrats :
Les contrats APPUI 2000- 2006 (Accompagnement des Pays, des Pôles Urbains et de l'Intercommunalité)
Les contrats APPUI + 2007-2013
Les contrats PACT 2014-2019,

Conforté par leurs **résultats significatifs** notamment en termes d'équipements structurants, de services à la population et d'organisation territoriale,
Fort d'un **partenariat de qualité** établi avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale,

Le Conseil départemental de la Haute Saône a souhaité à travers une 4ème génération de contrats, **les contrats PACT 2020-2025** poursuivre la territorialisation de ses politiques et consolider son rôle d'appui aux collectivités avec la volonté de parvenir à une couverture équitable des territoires haut-saônois en services publics et au public.

CONTRAT PACT 2020 2025
Programme d'Actions Concertées Territoriales

Cadre général fixé par l'Assemblée départementale en séance des 24 juin 2019 et 26 juin 2020

Des principes généraux

La collectivité départementale a fait le choix de concentrer ses efforts financiers sur des projets qui préparent l'avenir, en renforçant ses rôles d'aménageur et d'appui aux collectivités.

Un cadre départemental de référence est affirmé pour un déploiement équilibré et égalitaire des services de proximité à la population.

Les objectifs :

- Favoriser les services publics et les services au public, avec pour cible une égalité d'accès des habitants aux équipements financés et à partir de diagnostics approfondis et partagés pour une vision départementale.
- Contribuer à l'amélioration de la territorialisation des politiques départementales sur les territoires et ainsi assurer une rationalisation des interventions.
- Rechercher la mutualisation des services et des dispositifs : pour faire face aux contraintes budgétaires, il s'agit de favoriser la mise en commun de certaines de nos actions, de nos outils et de nos moyens, et de leur donner une meilleure lisibilité.

La durée des contrats :
Les contrats PACT sont conclus pour une période de 6 ans, soit de 2020 à 2025.

Les bénéficiaires :
Les EPCI sont les interlocuteurs privilégiés du Conseil départemental pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des contrats : les signataires des contrats PACT 2020-2025 sont les Présidents des EPCI et le Président du Conseil départemental. Toutefois les maitrises d'ouvrage peuvent être portées soit par un EPCI, soit par une commune, soit par une association, soit par un privé, sous réserve que l'opération soit validée par l'EPCI et qu'elle soit de dimension intercommunale avérée.

Deux niveaux de programmation :

- Le financement d'équipements relevant de priorités départementales sur des domaines ciblés dans l'objectif d'offrir une couverture départementale visant à l'égalité d'accès des haut-saônois à ces équipements
- Le financement d'équipements issus de priorités locales dès lors que les opérations relevant des priorités départementales sont contractualisées

Contenu

L'intervention départementale sera centrée prioritairement sur le soutien aux projets structurants relevant de priorités départementales, l'objectif étant de concentrer des moyens renforcés sur des enjeux prioritaires limités et permettant ainsi d'atteindre des résultats significatifs sur la durée, sans dispersion et en dépassant des logiques de concurrence afin de renforcer les complémentarités territoriales, et en privilégiant la dimension qualitative du projet

Un socle de 11 priorités départementales

Schémas départementaux
(Documents prescriptifs)

- Aires de covoiturage
- Bassins d'apprentissage de la natation
- Equipements sportifs structurants
- Offres de soins
- Terrains de foot synthétiques
- Usages numériques
- Voies vertes et véloroutes

Eléments cartographiés

- Dispositifs de prise en charge de la petite enfance
- Offre périscolaire
- Pack Tourisme
- Pack culturel

Complétées par des priorités locales

- Dans la continuité des PACT 2014-2019
- Sur des thématiques propres à chaque territoire

Et des politiques départementales sectorielles valorisées

- Politique du logement
- Entretien des itinéraires de randonnées

Dotation financière et modalités de financement

Conditions financières applicables, sauf cas particuliers déclinés dans les schémas départementaux	Taux de subvention du Département	TTS
Actions relevant des 7 priorités départementales issues des schémas	30 %	80 %
Actions relevant des 4 priorités départementales issues des cartographies au niveau des EPCI	25 %	75 %
Actions relevant des priorités locales à caractère intercommunal affirmé	20 %	70 %

Enveloppe financière départementale de 24 M€ pour les 6 ans

Répartie en une dotation unique par territoire d'EPCI à raison de 100 €/habitant

La Communauté de communes du Pays de Luxeuil dispose d'une enveloppe d'un montant de 1 501 600 €

▷ Le montant minimum de subvention par opération est fixé à 10 000 € (hors axes tourisme et culture).

▷ Les financements des opérations via les crédits sectoriels sont mentionnés à titre indicatif. Leur montant ne pourra être effectif qu'après le vote des budgets annuels, et après instruction des dossiers correspondants au regard des règles applicables lors de leur dépôt (guide des aides départementales).

Adaptation du contrat lors d'une clause de revoyure

Une clause de revoyure sera organisée à mi-parcours sur la base d'un bilan d'exécution de la première partie du contrat. L'intercommunalité pourra solliciter la modification d'opérations inscrites au contrat sur le volet des priorités locales sans renoncer aux priorités départementales et si au moins 50% des moyens sont déjà engagés sur les priorités départementales.

La revoyure se fera à enveloppe budgétaire constante par territoire.
Ces modifications ne devront pas bouleverser le contrat ni son esprit initial partagé entre le Département et le territoire.
La clause de revoyure éventuelle fera l'objet d'un avenant dont la construction et la validation suivront des procédures similaires à celles du contrat initial.

Modalités de suivi du contrat

Les projets retenus dans le contrat PACT feront l'objet d'un double suivi pour garantir l'atteinte des objectifs fixés, le respect des coûts et le calendrier :

Un suivi stratégique:

La conférence des exécutifs instituée depuis 2008 continuera à être l'instance en charge du dialogue avec les EPCI concernant cette politique de contractualisation. La conférence des exécutifs est composée du Président du Conseil départemental et de ses services, des Présidents des EPCI et de leurs DGS, des Conseillers départementaux. Elle se réunit 2 à 3 fois par an.

Un suivi technique :

Annuellement une réunion technique (revue de projets) entre les services du Département et ceux de l'EPCI sera organisée pour faire le point sur l'état d'avancement des actions inscrites au contrat, identifier les éventuelles difficultés de mise en œuvre et préparer, le cas échéant, la clause de revoyure en permettant une meilleure réactivité aux besoins d'ajustement.

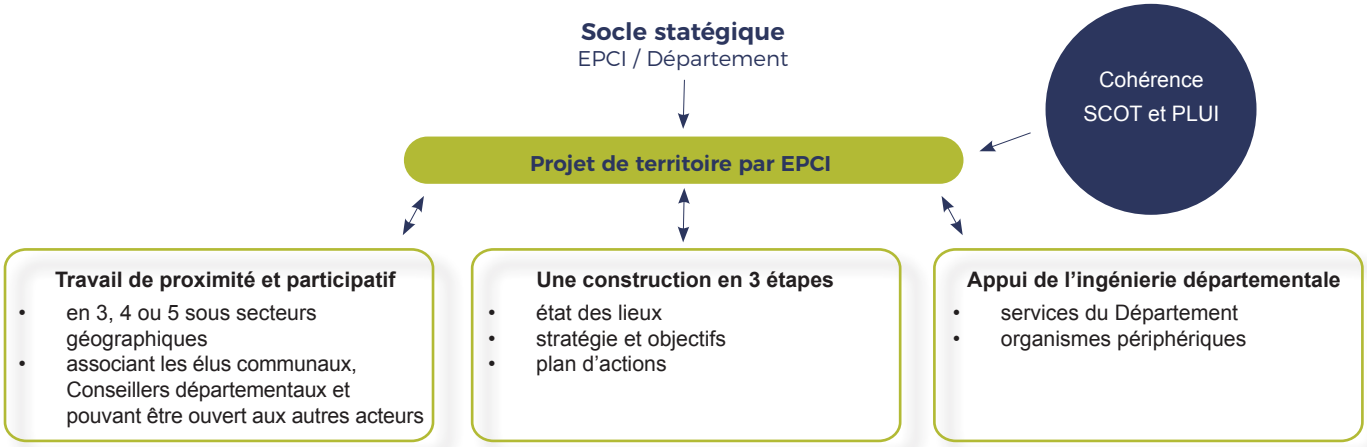
Méthode d'élaboration des contrats favorisant l'exercice de la démocratie locale

Déclenchement de la démarche :

Il appartient à chaque EPCI de prendre une délibération validant le cadre des PACT 2 fixé par le Département et s'engageant dans la démarche de construction participative de son contrat.

Une co construction avec les territoires :

1. Une réunion par EPCI de présentation des contrats PACT 2 par le Président du Conseil départemental,
2. Des réunions infra communautaires (par 3, 4 ou 5 secteurs géographiques) organisées par chaque EPCI qui associe l'ensemble des conseillers municipaux et systématiquement les Conseillers départementaux pour une concertation autour de sujets spécifiques à chacun des territoires et pour un recensement des projets.



Modalités d'attribution des subventions

Pour chaque opération inscrite au contrat PACT, l'EPCI signataire doit déposer un dossier de demande de subvention au Conseil départemental (Direction du Développement, de l'Aménagement et de la Coopération Territoriale) :

- après approbation du contrat PACT par la commission permanente du Conseil départemental.
- avant le démarrage de l'opération.

Le Département a offert la possibilité à chaque EPCI et selon des conditions définies par l'Assemblée départementale du 26 juin 2020 de demander à engager 1 ou 2 opérations en avance de phase c'est-à-dire avant la signature du contrat afin de ne pas retarder une opération et/ou de se saisir d'opportunités de cofinancement. Le cas échéant, ces opérations sont reprises dans le plan d'actions de l' EPCI concerné.

Les clauses de communication

Afin de participer à la bonne information de nos concitoyens à l'usage des crédits publics et de faire connaitre l'implication du Département de la Haute Saône dans la vie quotidienne des habitants, le bénéficiaire de subventions départementales a l'obligation de communiquer sur le soutien et le financement accordés par le Département :

- dans tous les livrables réalisés dans le cadre du projet subventionné.
- dans tous supports d'information de ses administrés, au moins une fois par an.
- par des panneaux sur site lors de travaux sur un investissement d'équipement immobilier ou d'aménagement d'espace public.

Enfin, dans le cadre de ses relations publiques et presse relative à l'opération subventionnée, le bénéficiaire associera le Département.

Le respect de ces exigences est une condition du versement du solde de 20 % de l'aide attribuée à chacune des opérations relevant des contrats territoriaux.

Le Conseil départemental de la Haute Saône, représenté par son Président en exercice, Yves KRATTINGER, dûment autorisé à signer le présent contrat par délibération de l'Assemblée départementale du 26 juin 2023.

La Communauté de communes du Pays de Luxeuil, représentée par son Président en exercice, Jacques DESHAYES, dûment autorisé à signer le présent contrat par délibération du Conseil communautaire du 9 juin 2023.

Fait à Vesoul, le 11 SEP. 2023

Yves KRATTINGER
Président du Conseil départemental de la Haute-Saône

Jacques DESHAYES
Président de la Communauté de communes du Pays de Luxeuil

haute saône LE DÉPARTEMENT

Pays de Luxeuil COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Conception- Impression : Département de la Haute-Saône, 70006 Vesoul

ANNEXE 1

Communauté de communes du Pays de Luxeuil

La Communauté de communes du Pays de Luxeuil est une collectivité de 15 309 habitants, située au nord de la Haute Saône (70) en Franche Comté.

Créé en 2002 elle réunit 15 communes dont une ville centre Luxeuil les Bains, deux communes limitrophes de moyenne importance, Froideconche et Saint Sauveur et 12 communes périphériques.

La Communauté de communes connait une baisse démographique importante depuis les années 80 pour plusieurs raisons : solde migratoire déficitaire qui n'a pas été compensé par le solde naturel, fonte des effectifs présents sur la BA 116, baisse de l'activité industrielle due à la fermeture de différentes entreprises…

Les ouvriers (16%) et les employés (16,5%) sont les catégories socio professionnelles les plus représentés sur le territoire.

Le Pays de Luxeuil connaît aujourd'hui une fragilité économique pour plusieurs raisons : forte vacance industrielle et commerciale, perte d'emplois industriels importante causée par le départ de plusieurs entreprises. Malgré tout, les secteurs d'activités du tertiaire (36% pour le commerce, transports, services divers et 40% pour l'administration publique, enseignement, santé et action sociale) et le secteur industriel (17%) restent importants.

Le Pays de Luxeuil est doté de divers services permettant de faciliter le quotidien des habitants :

- Des installations sportives publiques : Complexe sportif intercommunal (handball, basket ball, escalade, gymnastique…), Palais des sports, Gymnase, Stade, Piscine intercommunale, Cours de tennis, Stand de tir …
- Des structures culturelles : Centre socio-culturel, Salle de spectacle du centre Taiclet, Pôle culturel, Cinéma-théâtre, Bibliothèques, Musées, Bureau Information Jeunesse, Fab lab …
- Des services pour l'enfance et la jeunesse : Aires de jeux, accueils périscolaires et extrascolaires, crèches, assistantes maternelles agréées…

Le territoire dispose de plusieurs forces :

- Le patrimoine historique et culturel du Pays de Luxeuil est riche et son environnement naturel reste préservé.
- L'offre de service est diversifiée avec des équipements sportifs, culturels et scolaires bien développés.
- L'économie est également diversifiée, avec l'importance des secteurs d'activités du tertiaire (administration, enseignement, santé, commerce, restauration) et du secondaire (industrie manufacturière).

Il a également identifié quelques faiblesses :

- Une démographie en baisse qui a un impact économique et social négatif évident. On constate également une émigration des jeunes actifs vers les grandes villes.
- Le taux de pauvreté en 2020 est à 17,8 % sur la Communauté de communes, contre un taux de 13 % pour le Département de la Haute-Saône d'après les données de l'INSEE.
- Le territoire souffre d'un manque de services à la population, notamment dans les plus petites communes du territoire. Cela concerne des secteurs comme le commerce de proximté, l'offre de soins, l'offre d'activités de loisirs…
- Si la dotation en équipement sportifs et culturels est relativement satisfaisante, leur vétusté et leur organisation fonctionnelle ne sont pas toujours compatibles avec les activités actuelles, qu'elles soient de loisirs ou de compétition.
- De même, en matière d'accueil de l'enfance et de la petite enfance, les équipements ne sont plus adaptés.
- En matière économique, le Pays de Luxeuil souffre d'une forte vacance industrielle et commerciale (15 % de locaux vacants sur Luxeuil-les-Bains). Cette forte vacance a des conséquences sur le dynamisme économique du territoire, en réduisant l'offre de services disponibles pour les habitants et les touristes et en limitant les opportunités d'emplois pour les travailleurs locaux.

A travers le contrat PACT signé avec le Département, la Communauté de communes du Pays de Luxeuil fait face à plusieurs enjeux pour contribuer à l'attractivité du territoire et à l' amélioration de la qualité de vie de ses habitants, notamment grace à la modernisation et la création de nouveaux équipements sportifs, culturels et scolaires nécessaires afin d'attirer de nouveaux résidents, offrir aux habitants des services de proximité.

CONTRAT PACT 2020 2025

Programme d'Actions Concertées Territoriales

PLAN D'ACTIONS - Communauté de communes du Pays de Luxeuil

ANNEXE 2

Priorité	Repartition de l'enveloppe	%	Maitre d'ouvrage	Opération	Montants estimatifs de l'opération HT	Financement PACT					Financement sectoriel (Politiques traditionnelles)
						sectoriel	%	PACT	%	% total CD	
Priorités départementales declinées sous forme de schémas (Taux de subvention maximum de 30 % - TTS de 80 % , *sauf dérogations stipulées dans les schémas)*											
Terrains de foot synthétiques	108 254 €		FROIDECONCHE	CREATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL	1 130 000 €	264 500 €	23,41	108 254	9,58	32,99	
Equipements sportifs structurants	191 030 €		LUXEUIL-LES-BAINS	EXTENSION DE LA HALLE BEAUREGARD POUR LA CREATION D'UNE SALLE D'HALTEROPHILIE	1 061 000 €	245 440 €	23,13	98 143	9	32,38	
				RESTRUCTURATION DE LA HALLE BEAUREGARD	608 380 €	100 000 €	16,44	71 362	11,73	28,17	
				CREATON D'UNE HALLE DE TENNIS	215 250 €	53 813 €	25	21 525	10	35	
Bassin d'apprentissage de la natation											
Voies vertes											
Offre de soins											
Co voiturage											
Usages Numériques											
Sous total	**299 284 €**	**20%**			**3 014 630 €**	**663 753 €**		**299 284 €**			
Priorités départementales declinées sous forme de cartographies(Taux de subvention maximum de 25 % - TTS de 75 %)											
Offres périscolaires	140 438 €		LUXEUIL-LES-BAINS	ACCUEIL PERISCOLAIRE DU BOULEVARD RICHET	479 850 €			119 963 €	25	25	
			LUXEUIL-LES-BAINS	ACCUEIL PERISCOLAIRE DU STADE	81 900 €			20 475 €	25	25	
Dispositif petite enfance											
Tourisme											
Pack culturel	290 750 €		CC PAYS DE LUXEUIL	REHABILITATION DU CENTRE CULTUREL ET SOCIAL TAICLET (phase 1 et 2)	1 163 000 €			290 750 €	25		
Sous total	**431 188 €**	**29%**			**1 724 750 €**	**0 €**		**431 188 €**			
Priorités locales (Taux de subvention maximum de 20 % - TTS de 70 %)											
	771 128 €		LA CHAPELLE-LES-LUXEUIL	RESTRUCTURATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN POINT SERVICES DE PROXIMITE	260 236 €			52 047 €	20		
			RADDON	CREATION D'UNE SALLE MULTIACTIVITES	640 000 €			128 000 €	20		
			CC PAYS DE LUXEUIL	AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	2 955 160 €			591 081 €	20		
Sous total	**771 128 €**	**51%**			**3 855 396 €**	**0 €**		**771 128 €**			
Politiques sectorielles valorisées											
Politique de l' Habitat				OPAH- RU 2022- 2027 en cours							
Entretien des itineraires de randonnées			CC PAYS DE LUXEUIL	Aide départementale au fonctionnement							565,00 €
			CC PAYS DE LUXEUIL	Aide départementale à l'investissement							470,00 €
Sous total					**0 €**	**0 €**		**0 €**			
TOTAL GENERAL					**8 594 776 €**	**663 753 €**		**1 501 600 €**			